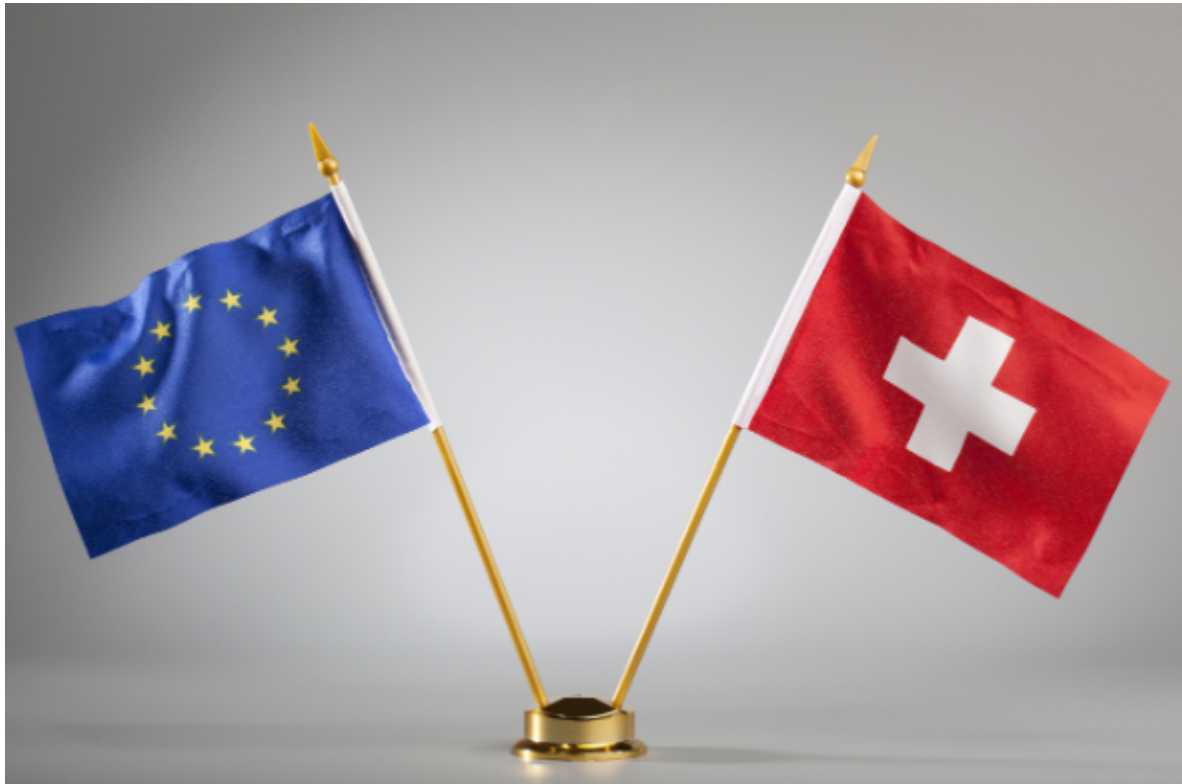


La crise du coronavirus réduit les chances de l'initiative de limitation

Silvia Decadri, Giorgio Malet, Marco Martini, Stefanie Walter
8th July 2020



Le 27 septembre 2020, le peuple suisse se prononcera sur [l'initiative de limitation](#) de l'UDC. L'acceptation de l'initiative mettrait non seulement fin à la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE, mais signifierait également la fin de la voie bilatérale. Dans cet article, nous montrons que l'initiative de limitation a perdu du soutien par la population.

Initialement prévue pour mai 2020, la votation sur l'initiative de limitation a été reportée à septembre 2020 en raison de la pandémie de Covid-19. Qu'est-ce que cela signifie pour les chances de succès de l'initiative ? La pandémie a-t-elle rendu plus ou moins probable l'adoption de l'initiative de limitation ?

L'initiative de limitation

L'initiative populaire "[Pour une immigration modérée \(initiative de limitation\)](#)" exige une réglementation indépendante de l'immigration des étrangers en Suisse en excluant la libre circulation des personnes. Elle oblige le Conseil fédéral à résilier l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE dans le cas où la Suisse ne parviendrait pas, dans un délai d'un an, à le dénoncer par voie de négociation.

Du point de vue théorique, l'influence de la crise du coronavirus sur le

comportement de vote n'est pas claire. En mettant en évidence les risques sanitaires liés à la circulation transfrontière des personnes, la pandémie a renforcé les tendances nationalistes dans le monde entier, mais elle a également démontré la nécessité d'une coopération internationale pour lutter contre la pandémie.

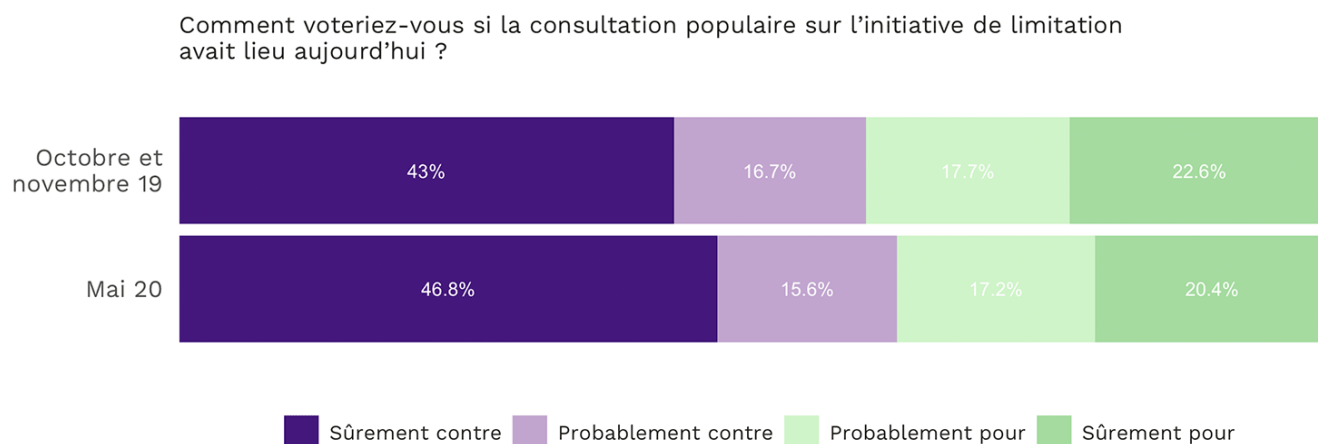
La libre circulation des personnes a été temporairement suspendue pendant la crise. Cette mesure n'a toutefois pas été sans conséquences : l'économie suisse s'est trouvée considérablement affaiblie par la crise, ce qui accroît les risques de détérioration des relations bilatérales pour les entreprises et les travailleurs suisses.

Comment la crise du coronavirus affecte-t-elle les réactions face à l'initiative de limitation ?

Le graphique 1 montre que l'opposition à l'initiative de limitation a légèrement augmenté pendant la crise du coronavirus. En mai 2020, une majorité de 62,4 pour cent des personnes interrogées ont indiqué qu'elles voteraient certainement ou probablement contre l'initiative, alors qu'en automne 2019, il n'y avait encore que 59,7 pour cent d'opposants à l'initiative.

La grande majorité des personnes interrogées n'ont pas changé d'intention de vote pendant la crise du coronavirus. Parmi ceux qui, en automne, avaient la ferme intention de voter en faveur de l'initiative, seuls un peu moins des trois quarts en étaient encore convaincus en mai. En revanche, 91 pour cent des opposants déclarés à l'initiative ont soutenu qu'ils voteraient certainement contre l'initiative de limitation. Parmi ceux qui n'avaient pas d'opinion ferme l'automne passé, on observe une tendance générale à rejeter l'initiative.

Graphique 1 : Intention de vote sur l'initiative de limitation



Remarque : les personnes interrogées étaient au nombre de 1'781 ; les données ont été pondérées de manière à correspondre à un échantillon représentatif de la population suisse.

Données et méthodes

Les analyses empiriques sont basées sur une enquête par panel en ligne conçue par Stefanie Walter et effectuée par [gfs.bern](https://www.gfs.bern.ch/) dans le cadre du projet de recherche "[The Mass politics of disintegration](#)" (convention de subvention n° 817582) financé par le CER (Centre européen de recherche). La première vague de l'enquête a eu lieu du 25 octobre au 11 novembre 2019, avec 2'535 participants ; 1'794 personnes (71 %) ont également participé à la deuxième vague de l'enquête, qui a été réalisée du 13 au 28 mai 2020. Notre analyse se concentre sur les personnes interrogées qui ont participé aux deux phases. L'échantillon est représentatif du corps électoral suisse en termes d'âge, de sexe et de région linguistique. Les résultats descriptifs des graphiques sont pondérés pour tenir compte des différences de niveau d'éducation et d'appartenance à un parti entre notre échantillon et l'électorat suisse.

Dans l'ensemble, la crise du coronavirus n'a donc pas changé radicalement l'opinion publique au sujet de l'initiative de limitation, mais elle a rendu son rejet un peu plus probable.

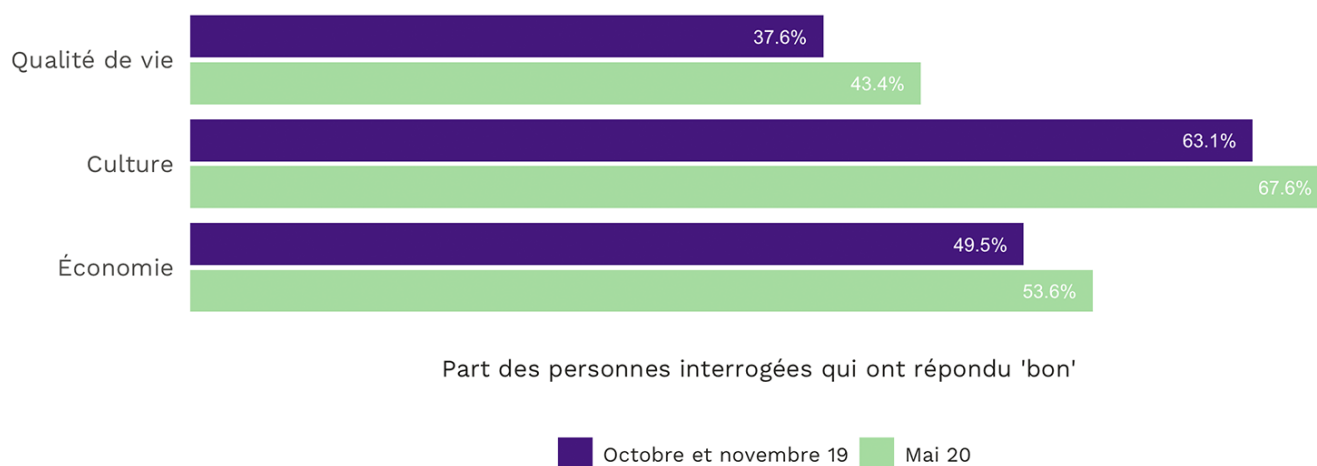
Quelles sont les raisons de cette évolution ?

Nos données nous permettent d'étudier plus en détail les mécanismes de cette évolution. Nous examinons en premier lieu l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les attitudes envers l'immigration, la coopération internationale et surtout européenne, les préoccupations économiques et la satisfaction vis-à-vis du gouvernement.

Le graphique 2 compare les attitudes à l'égard de la migration avant et pendant la pandémie. Que les questions posées aient trait à l'impact de l'immigration sur la vie en général, la culture ou l'économie, les personnes interrogées ont porté en mai 2020 un jugement globalement plus positif sur l'immigration qu'en automne 2019. Ces changements d'attitude sont associés à une plus faible probabilité de l'acceptation de l'initiative de limitation.

Graphique 2 : Soutien à l'immigration

À votre avis, est-il, d'une manière générale, bon ou mauvais pour notre qualité de vie, notre culture et notre économie, que des personnes immigrer en Suisse ?



Remarque : les personnes interrogées étaient au nombre de 1'781 ; les données ont été pondérées de manière à correspondre à un échantillon représentatif de la population suisse.

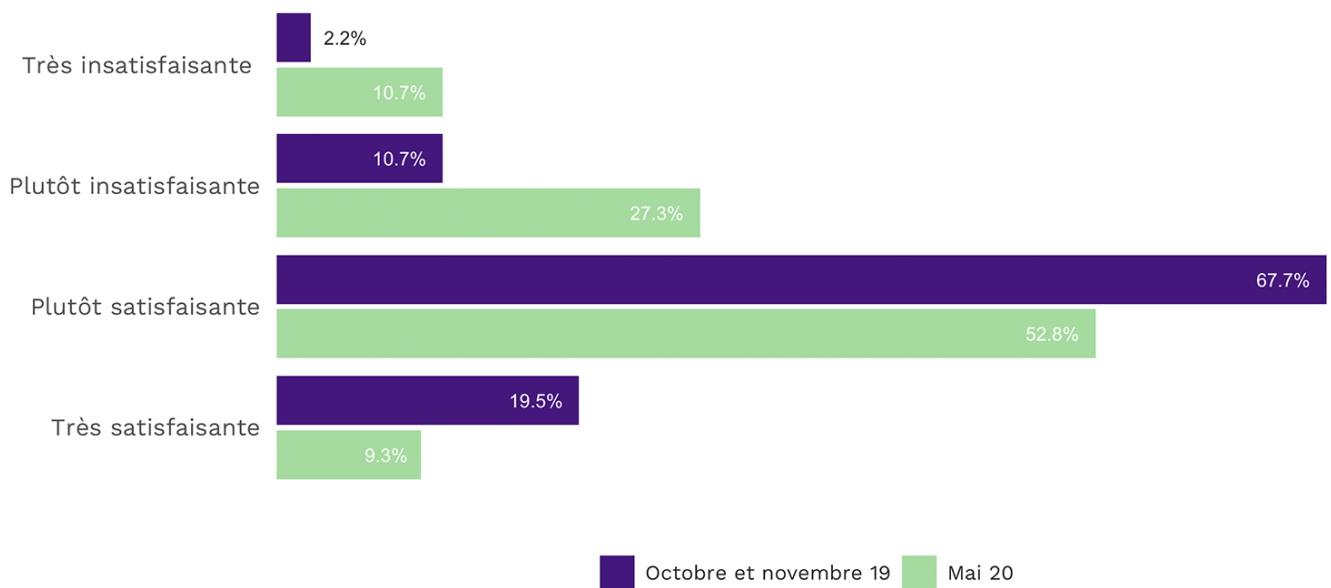
Inquiétudes pour l'économie en raison de la crise

À l'occasion du lancement de la campagne de vote contre l'initiative de limitation, tant le patronat que les syndicats ont fait valoir que l'acceptation de l'initiative de limitation causerait un préjudice supplémentaire à l'économie suisse, déjà affaiblie par la pandémie de Covid-19. L'électorat suisse partage-t-il ces préoccupations ?

Le graphique 3 montre que l'évaluation de la situation conjoncturelle en Suisse s'est détériorée au cours des derniers mois. Alors qu'en novembre 2019, une majorité de personnes étaient encore satisfaites de la situation économique en Suisse, en mai 2020, dix personnes se déclaraient très satisfaites et plus de 25 personnes étaient plutôt insatisfaites de la situation économique, même si – compte tenu de la crise liée à la pandémie de Covid-19 – il est peut-être surprenant qu'une grande majorité des personnes interrogées se disent encore "plutôt satisfaites" (voir graphique 3).

Graphique 3 : Satisfaction par rapport à l'économie

Quelle appréciation portez-vous, d'une manière générale, sur la situation économique en Suisse ?

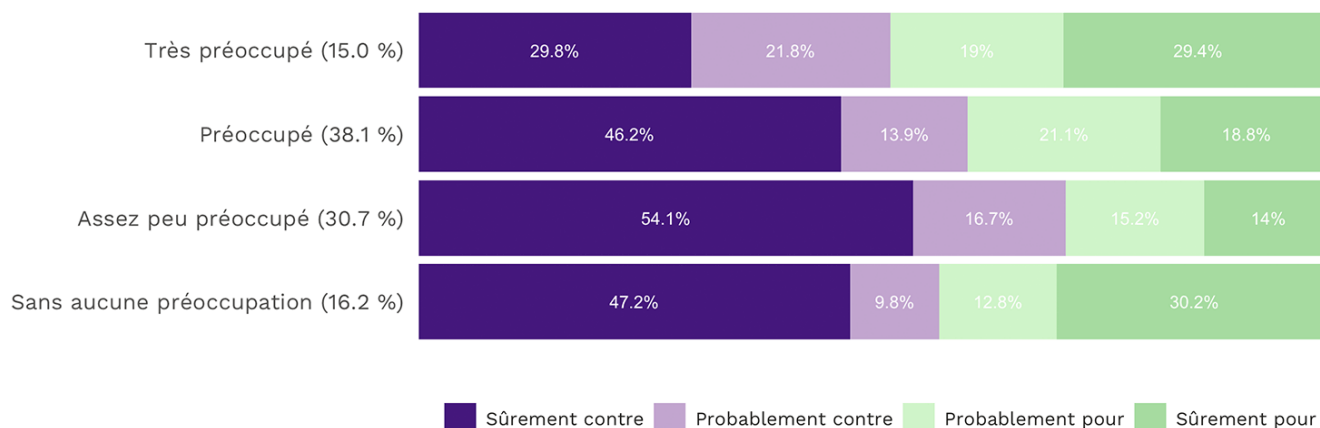


Remarque : les personnes interrogées étaient au nombre de 1'781 ; les données ont été pondérées de manière à correspondre à un échantillon représentatif de la population suisse.

Par ailleurs, on relève que 46 % des personnes interrogées craignent de perdre leur emploi. Les répondants qui sont très préoccupés par la perte de leur emploi semblent être plus enclins à voter pour l'initiative de limitation (graphique 4). Cependant, nos analyses statistiques montrent que les personnes interrogées qui s'inquiètent pour leur emploi sont devenues, depuis l'automne, plus modérées dans leurs opinions. En moyenne, ces répondants sont aujourd'hui moins favorables à l'initiative qu'ils ne l'étaient en octobre et novembre. Cela semble indiquer que les personnes interrogées qui sont particulièrement touchées par la crise du Covid-19 entendent plutôt éviter un autre coup dur pour l'économie suisse.

Graphique 4 : Intention de vote sur l'initiative de limitation compte tenu du souci de préserver son emploi

Dans quel esprit voteriez-vous si la consultation populaire sur l'initiative de limitation avait lieu aujourd'hui ?

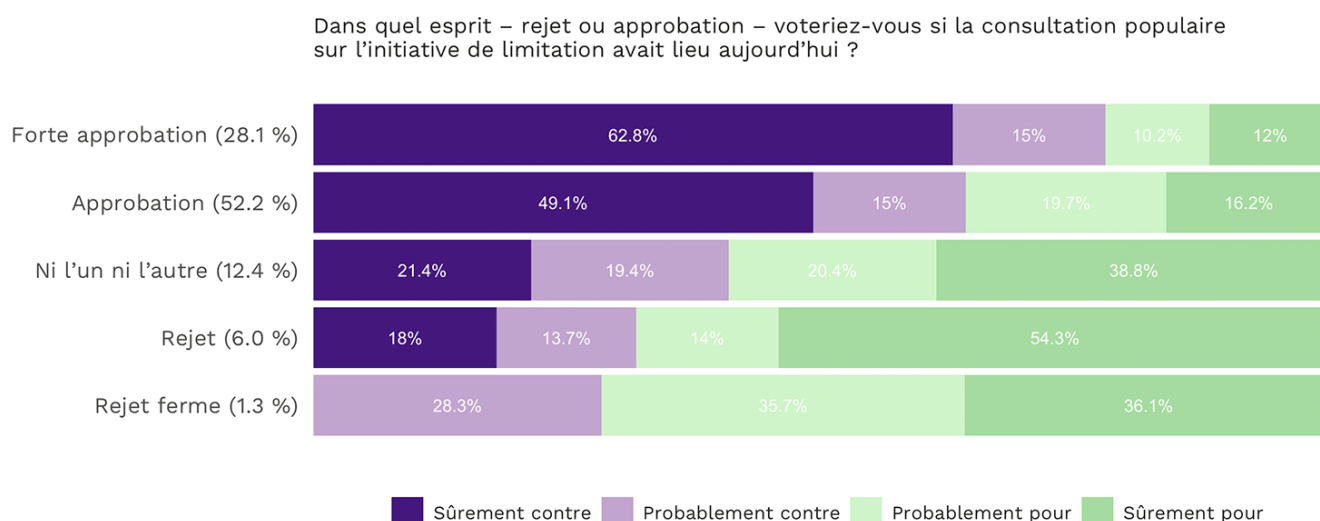


Remarque : les personnes interrogées étaient au nombre de 1'781 ; les données ont été pondérées de manière à correspondre à un échantillon représentatif de la population suisse.

COVID-19 et appréciation de la coopération internationale et européenne

L'opinion de la population sur la coopération internationale au sens large est également un facteur important dans le contexte de l'initiative de limitation. D'une part, une grande majorité (80 %) des personnes interrogées s'accordent à dire que les problèmes médicaux et économiques causés par la crise COVID-19 ne peuvent être résolus que si tous les pays travaillent main dans la main. Ce point de vue est fortement corrélé avec un rejet de l'initiative de limitation (voir graphique 5).

Graphique 5 : Intention de vote sur l'initiative de limitation compte tenu de l'appréciation de la coopération internationale

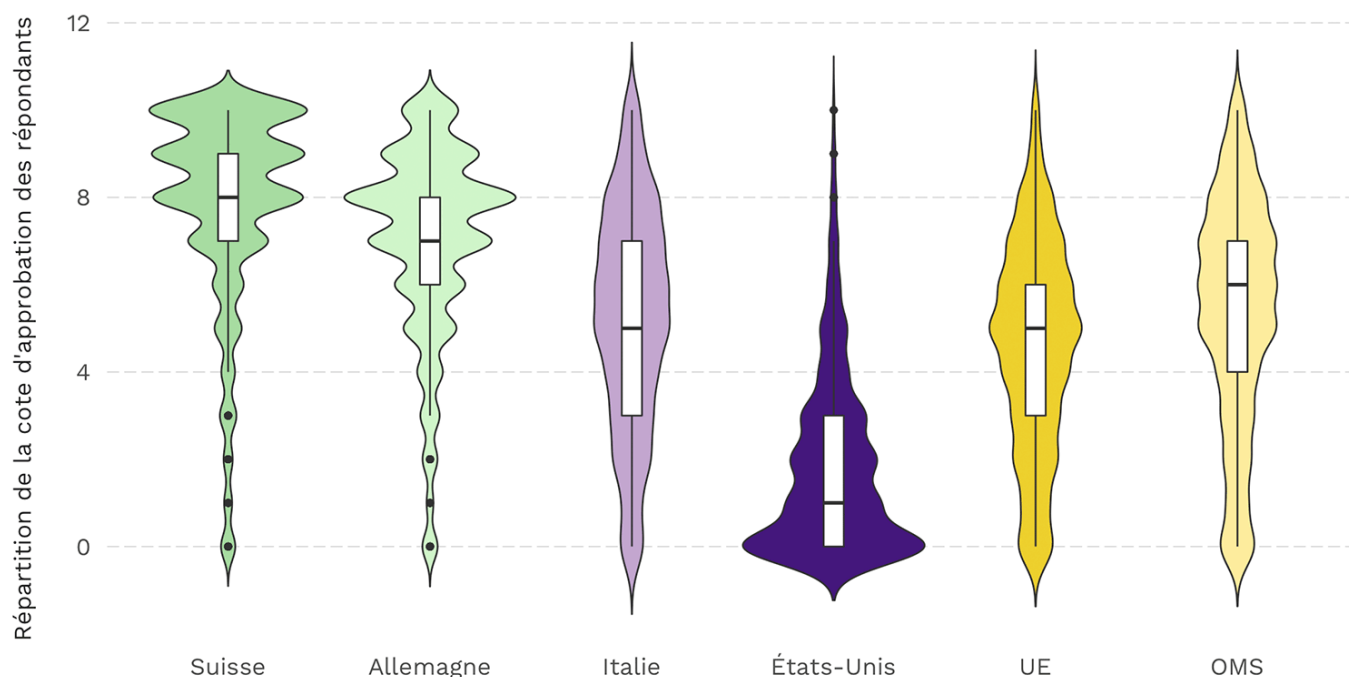


Remarque : les personnes interrogées étaient au nombre de 1'781 ; les données

ont été pondérées de manière à correspondre à un échantillon représentatif de la population suisse.

En revanche, les personnes interrogées sont sceptiques quant à la coopération européenne et aux efforts coordonnés au niveau international pour surmonter la crise. Les points de vue à l'égard de l'UE n'ont pas changé de manière significative par rapport à l'automne 2019. L'appréciation de la gestion de la crise par l'UE et l'OMS est mitigée, surtout en comparaison avec la stratégie de la Suisse à l'égard du Covid-19, qui est jugée très positive (voir graphique 6). L'appréciation positive portée sur la stratégie suisse et l'évaluation de la gestion par l'UE de la pandémie de Covid-19 sont toutes deux en corrélation avec un niveau plus élevé de rejet de l'initiative de limitation.

Graphique 6 : Évaluation de la politique sanitaire par les personnes interrogées – selon les acteurs



Remarque : les personnes interrogées étaient au nombre de 1'781 ; les données ont été pondérées de manière à correspondre à un échantillon représentatif de la population suisse.

La majorité des électeurs suisses est satisfaite du Conseil fédéral et du statu quo, malgré la crise du Covid-19

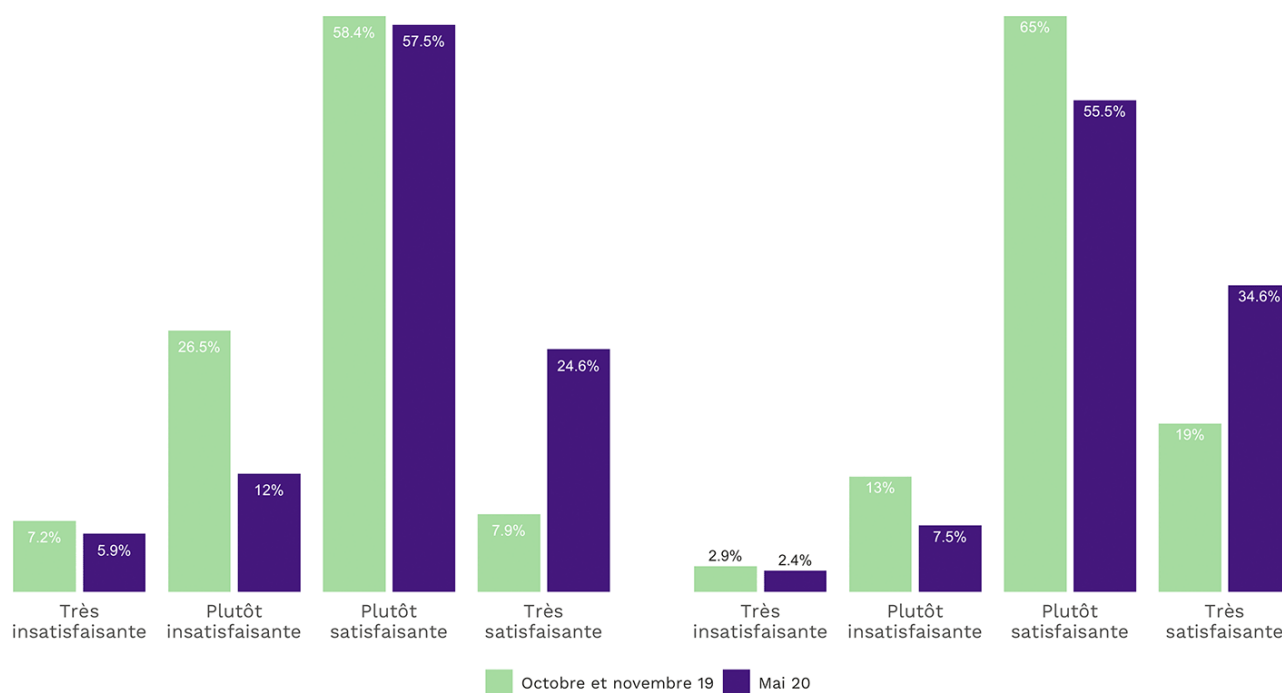
L'évaluation positive de la stratégie suisse de lutte contre la crise du Covid-19 se traduit également par une augmentation considérable de la satisfaction à l'égard du gouvernement et de la démocratie en général (voir graphique 7).

Si la satisfaction et la confiance à l'égard du Conseil fédéral restent élevées, cela pourrait donner plus de poids à un appel résolu et uni du Conseil fédéral contre l'initiative de limitation et exercerait sur elle davantage de pression.

Graphique 7 : Satisfaction à l'égard des mesures gouvernementales et de la démocratie

Satisfaction à l'égard des mesures du gouvernement
Êtes-vous satisfait du travail du Conseil fédéral ?

Satisfaction à l'égard de la démocratie
Êtes-vous satisfait du fonctionnement de la démocratie en Suisse ?

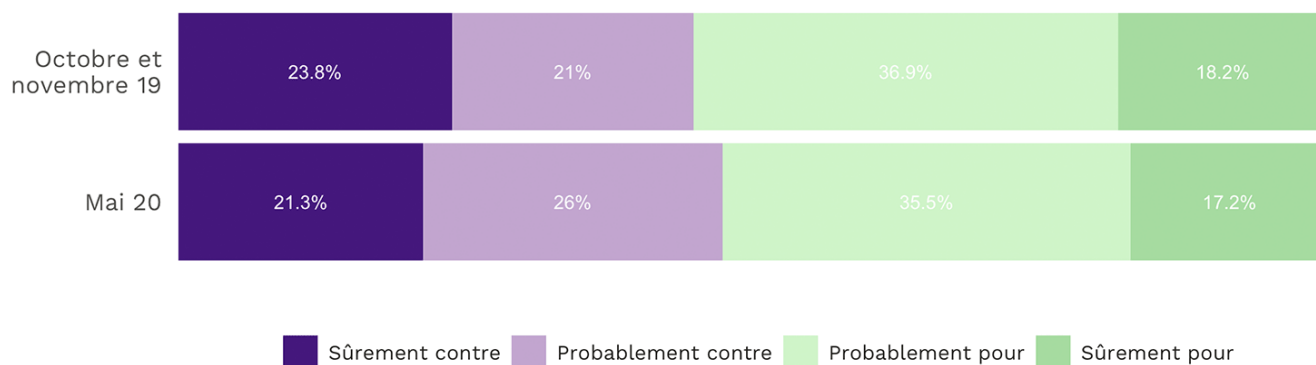


Remarque : les personnes interrogées étaient au nombre de 1'781 ; les données ont été pondérées de manière à correspondre à un échantillon représentatif de la population suisse.

Par ailleurs, la satisfaction accrue des personnes interrogées témoigne également d'un important soutien au statu quo. Accepter l'initiative de limitation représenterait un enjeu majeur pour ce statu quo. C'est également un facteur qui explique pourquoi le soutien à l'initiative a légèrement diminué pendant la pandémie. En termes simples, nos analyses indiquent que les électeurs suisses ne veulent aucun changement en ce qui concerne les rapports avec l'UE.

Graphique 8 : Intention de vote concernant l'accord-cadre

Comment voteriez-vous si le vote sur l'accord-cadre devait avoir lieu aujourd'hui ?



Remarque : les personnes interrogées étaient au nombre de 1'781 ; les données ont été pondérées de manière à correspondre à un échantillon représentatif de la population suisse.

Cependant, un soutien fort au statu quo pourrait générer des perturbations entre la Suisse et l'UE sur un autre front, celui de l'accord-cadre. Cet accord représente également une rupture par rapport au statu quo, bien qu'il vise à une coopération renforcée. Selon le graphique 8, bien qu'une majorité de personnes interrogées continuent de soutenir l'accord-cadre, la proportion d'opposants a quelque peu augmenté par rapport à l'automne 2019. La satisfaction face au statu quo signifie donc une réticence à approfondir les relations entre la Suisse et l'UE.

Des perturbations pourraient toutefois se produire à ce niveau. L'UE a bien souligné qu'elle n'était pas disposée à poursuivre la voie bilatérale, pourtant si plébiscitée en Suisse, en l'absence d'un accord-cadre. Le cas échéant, les accords bilatéraux ne seraient plus actualisés et cela neutraliserait de plus en plus la relation bilatérale. Bien que le statu quo soit plébiscité par le peuple suisse, son maintien à long terme est contrarié.

Il y a là un enjeu pour l'avenir. La relation bilatérale devrait premièrement surmonter l'obstacle de l'initiative de limitation. À cet égard, il semble actuellement que la pandémie de Covid-19 soit un facteur qui jouera contre la déstabilisation des relations entre la Suisse et l'UE.

Photo: [Administration fédérale](#)